

L'Europe centrale et orientale face au concept de zone d'influence

Roman Kuźniar

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2022/2 Été**, PAGES 53 À 65

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

DOI 10.3917/pe.222.0053

Date de mise en ligne : 13/06/2022

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2022-2-page-53?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

L'Europe centrale et orientale face au concept de zone d'influence

Par **Roman Kuzniar**

Ancien directeur de l'Institut polonais des relations internationales et ancien conseiller pour les Affaires étrangères du président Komorowski, **Roman Kuzniar** dirige le département des Études stratégiques et de sécurité internationale de la Faculté des sciences politiques de l'université de Varsovie.

Le concept de zone d'influence est aussi ancien que la politique internationale. Il a connu un essor particulier avec la rivalité des empires au centre de l'Europe et les écoles géopolitiques du ^{xx}^e siècle. La fin de la guerre froide a fait disparaître du continent ce concept que Poutine tente de restaurer à travers ses fantasmes de retour à l'empire russe et à l'hégémonie régionale. La réponse de l'Occident est garante de la sécurité globale en Europe face à un dangereux retour en arrière.

politique étrangère

Le phénomène des zones d'influence se manifeste dans la vie internationale, sous des formes différentes, depuis l'Antiquité mais sa définition dans le discours public reste peu précise. Dans la pratique, il accompagne les concepts divers de domination, d'hégémonie, d'empire, d'impérialisme, les remplaçant parfois.

On peut classer dans ce type de phénomène le système tributaire développé par la Chine ou celui des relations entre puissances « précaires » (en comparaison avec la Chine) du Proche et du Moyen-Orient dès le ^{II}^e millénaire avant J.-C. On gardera cependant en mémoire que certains tributaires – des États plus ou moins petits – pouvaient tirer bénéfice de leur inclusion dans la zone d'influence chinoise.

Une question intéressante demeure : peut-on parler d'une zone d'influence à l'intérieur même d'un empire ? Rome fut le premier empire – presque parfait – connu dans l'histoire, un système géopolitique fermé

réunissant plusieurs nations sous un seul pouvoir et une unique capitale. À l'époque moderne, l'Europe a connu l'empire habsbourgeois et l'empire russe. Il est difficile de dire si l'ancienne Rome eut une zone d'influence car les territoires et régions conquis étaient incorporés à l'empire comme provinces. Tout ce qui restait hors des frontières n'intéressait pas Rome fondamentalement, sinon comme objet de future conquête.

L'empire russe n'avait pas de zone d'influence en Europe, tous les territoires sous son influence se trouvaient à l'intérieur de ses frontières, bordées par d'autres empires : l'empire habsbourgeois, la puissance montante de la Prusse et plus tard l'empire allemand. Aucune zone tampon ne les séparait, sauf la Pologne du XVIII^e siècle, incorporée aux zones d'influence des trois puissances voisines qui, à sa chute, devaient solidairement l'absorber.

Autre question : durant la période impériale, définie par J. Hobson¹, les territoires coloniaux constituaient-ils des zones d'influence des puissances colonisatrices ou étaient-ils partie de leurs empires ? Je penche plutôt pour le second choix. Assez unanimement, on a considéré l'Amérique latine comme zone d'influence des États-Unis une fois les puissances européennes, ex-métropoles coloniales, chassées. Mais nous sommes ici confrontés à un autre problème : peut-on qualifier de zone d'influence un territoire (un État) sur lequel on exerce une hégémonie, c'est-à-dire une domination par la force, alors que l'influence se définit comme une action de *soft power*, promue par l'autorité ou l'exemple ?

L'expérience historique nous enseigne que tout État gagnant en force devient une puissance, se dotant des outils lui permettant d'influer sur son environnement dans le sens de ses propres intérêts. C'est ce que faisait la Pologne des Jagellons par exemple, en installant sur les trônes voisins des représentants de sa dynastie. Après les Jagellons, les Vasa ont même souhaité s'accaparer le trône moscovite. Les autres puissances européennes agissaient de même, parfois au prix de guerres aux effets contraires aux buts visés (pertes d'influence).

D'un point de vue formel, il semble que l'on puisse parler de zones d'influence sciemment instaurées seulement quand des empires chutent et que des États nationaux souverains apparaissent. Ceux qui préservent leur puissance suite à l'éclatement tentent d'influencer des pays plus petits, qui constitueront avec le temps leurs zones d'influence.

1. J. A. Hobson, *Imperialism: A Study*, 1902.

La zone d'influence, concept géopolitique

Le concept de zone d'influence est partie intégrante de la pensée géopolitique, bien que le sens même de ce terme diffère beaucoup d'une école à l'autre. La géopolitique allemande est la plus attachée à ce concept. Karl Haushofer, son plus éminent représentant, utilise le terme d'« espace », aire vitale dont l'État doit disposer pour exister et se développer dans une dynamique d'expansion. Haushofer attribue des sphères d'expansion aux grandes puissances. L'espace dont la nation a ainsi besoin pour se développer peut être incorporé à son État ou constituer un espace voisin, de réserve, exploitable sans limites. Haushofer prévoyait la constitution de quatre grandes zones d'expansion au profit de l'Allemagne, des États-Unis, de l'Union soviétique et du Japon, l'étendue de ces zones étant fonction des forces susceptibles de les créer². On rappellera que Hitler intégrait dans le *Lebensraum* une Europe centrale (*Mitteleuropa*) vue comme zone d'influence naturelle de l'Allemagne, et depuis le Moyen Âge comme un espace d'expansion et de peuplement.

Dans l'école anglo-saxonne, on s'arrêtera sur Halford Mackinder, qui s'attachait particulièrement à la « bande » Baltique / Adriatique constituant l'Europe centrale et orientale. Sa valeur géopolitique était liée à sa position géographique entre Allemagne et Russie : « celui qui règne sur l'Europe centrale et orientale [...] domine le monde ». À tort ou à raison, Mackinder a rendu d'autres puissances attentives à la valeur d'une région jusqu'alors perçue comme une zone d'influence locale, sous « prépondérance » allemande. Quant à Nicholas Spykman, il n'était pas un déterministe géopolitique : il attribuait une valeur stratégique particulière aux pays entourant l'URSS (le *Heartland* de Mackinder) et au développement technologique. Ses conceptions ont fondé la stratégie d'endiguement de l'URSS pendant la guerre froide et les États-Unis ont alors tout fait pour garantir une influence occidentale dans ces pays. La logique géopolitique, une fois introduite dans l'« abrégé » de la politique internationale, y est demeurée comme un élément important de la pensée politique et de la stratégie de sécurité de nombre de pays, et au premier chef des grandes puissances.

Pour ces pays « tombés » dans de telles zones d'influence, le plus souvent malgré eux et se trouvant parfois loin des puissances concernées mais dont le potentiel stratégique était particulier, il était important de mesurer quelle liberté leur laissaient les dominants, en matière intérieure

2. K. Haushofer, *De la géopolitique*, Paris, Fayard, 1986.

et de politique étrangère. La puissance dominante pouvait exiger un alignement du régime sur le sien (l'URSS) ; ou attendre « seulement » une subordination diplomatique et en matière de sécurité. Les pays de la zone d'influence pouvaient parfois recueillir des avantages économiques ; ou devoir se défendre contre l'exploitation du dominant.

Dans son approche de la question des zones d'influence, l'école réaliste ne prenait en considération ni les coûts ni les sentiments ou aspirations des États ainsi subordonnés. Par définition, cette école accorde aux puissances le « droit » d'établir leurs sphères d'influence. Ce n'est pas le petit pays qui doit avoir des garanties de sécurité face aux puissants mais l'inverse : l'essentiel étant la sécurité, mais aussi le prestige, la légitimité de statut ou les besoins économiques de l'État le plus fort. John Mearsheimer, « gourou » contemporain des réalistes, avance que l'Alliance atlantique a commis une erreur en s'élargissant aux pays appartenant à la zone d'influence de la Russie (hier de l'URSS). Il justifie ainsi la politique de confrontation de Moscou et du président Poutine face à l'Occident (« une pure géopolitique » écrit-il)³.

En général, l'école libérale n'utilise pas le concept de zone d'influence, le rejetant ou plus exactement l'annulant comme tout ce qui est imposé contre la volonté des pays. La vie internationale doit se construire sur des éléments autres que la force, ou une obsession sécuritaire menant jusqu'au conflit. L'approche libérale met au premier plan la démocratie, le commerce international, les négociations et le compromis, le droit international, le principe d'autodétermination, le contrôle des armements, l'interdépendance et le multilatéralisme. Si certaines zones d'influence sont admises, il s'agit seulement de celles qui se fondent sur une force d'attraction, d'exemplarité, et sur une adhésion volontaire des États⁴.

Il faut admettre que les puissances qui se réclament de cette conception libérale ont péché contre ces principes, mais surtout dans la phase impérialiste de leur évolution. Les zones d'influence imposées par la force par les puissances libérales ont pratiquement disparu depuis la fin de la guerre froide.

3. J. Mearsheimer, « Why the Ukraine Crisis is the West's Fault. The Liberal Delusions that Provoked Putin », *Foreign Affairs*, vol. 93, n° 5, 2014. Voir également R. Kuzniar, « Mearsheimer and the Poverty of His Realism », *The Polish Quarterly of International Affairs*, n° 4, 2014.

4. Chapitre « Liberalism and International Affairs » dans l'ouvrage de S. Hoffmann, *Janus and Minerva: Essays in the Theory and Practice of International Politics*, New York, Routledge, 1987.

Les zones d'influence dans l'histoire européenne

Le concept et la pratique des zones d'influence sont relativement récents dans la tradition européenne. La faiblesse géopolitique de l'Europe féodale n'autorisait pas la mise en place de véritables zones d'influence, même si les instincts expansionnistes n'étaient pas étrangers aux gouvernants de l'époque. Le souci des influences et de leur équilibre fut au demeurant une des causes de la guerre de Trente Ans ; ou la guerre de succession d'Espagne au tournant des XVII^e et XVIII^e siècles.

Les zones d'influence comme causes directes de guerre et objets de négociation apparaissent de façon durable quand la politique dynastique se transforme en politique nationale, quand de grandes puissances stables commencent à agir suivant une logique géopolitique, avant même que l'idée et son appareillage conceptuel ne soient entrés officiellement dans leur diplomatie. Le passage à une géopolitique systématique s'effectue lors des guerres napoléoniennes, qui font apparaître en Europe ce que nous appelons le « concert des nations ». Les puissances d'alors (G5) étaient convaincues que la paix et la stabilité en Europe dépendaient d'un « juste équilibre » défini par des catégories géopolitiques. Leurs besoins et aspirations devaient ainsi se trouver satisfaits, dans leurs propres frontières et par la configuration politique de l'Europe entière et au-delà.

Deux congrès berlinois ont précisément départagé les zones d'influence : le premier a défini en 1878 les aires d'influence de quelques puissances européennes dans les Balkans ; le second a tracé, en 1884-1885, les frontières des zones coloniales en Afrique pour quelques empires européens.

Au même moment, l'Europe orientale, ou plus exactement orientale-médiane, et l'Europe sud-orientale devenaient une zone classique d'influence, du fait des trois éléments cités par Hans Morgenthau comme causes de l'impérialisme vu comme capacité à instaurer des zones d'influence : guerres victorieuses, guerres perdues et faiblesse, ou vide politique, des territoires concernés⁵. La Pologne a joué un rôle significatif dans la mise en place de ce mécanisme. Sa chute au XVIII^e siècle, quelque part méritée à peine deux siècles après qu'elle eût compté parmi les puissances européennes, marque le début du traitement de cette région comme zone d'influence disputée par les autres États. Situation paradoxalement aggravée après le premier conflit mondial. Les trois empires qui contrôlaient l'Europe centre-orientale et centre-méridionale avaient perdu

5. H. Morgenthau, *Polityka między narodami. Walka o potęgę i pokój* [Politique internationale : Le conflit entre pouvoir et paix], Varsovie, Difin, 2010, p. 82.

la guerre, et leur emprise sur les nations de la région. On voyait donc naître une nébuleuse d'États petits ou faibles, incapables de mettre en place une alliance susceptible de contrer les tentatives de deux puissances révisionnistes qui cherchaient à ébranler l'ordre géopolitique dessiné à Versailles.

La République de Weimar et la Russie soviétique cherchaient en effet dès 1922 – avec le traité de Rapallo – à s'allier pour détruire l'ordre euro-

La puissance soviétique entre les trois mers

péen et regagner le plein contrôle de la région. Leur coopération trouvait son achèvement dans l'accord Ribbentrop-Molotov d'août 1939. Les différences idéologiques, au fond pas si grandes entre l'Allemagne hitlérienne et la Russie soviétique, n'empêchaient pas Berlin et Moscou de sceller une alliance contre l'indépendance des pays de l'Europe centrale et orientale.

La fin de la Seconde Guerre mondiale permettait à l'URSS seule, sans l'Autriche-Hongrie ni l'Allemagne, d'étendre son pouvoir sur les territoires situés entre trois mers : la Baltique, la mer Noire et l'Adriatique. Ces régions étaient occupées par l'Armée rouge, et les puissances occidentales, reconnaissant la contribution de l'Union soviétique à la défaite de l'Allemagne nazie, n'étaient de toute évidence pas prêtes à mener une nouvelle guerre au nom de la libération de l'Europe orientale du joug communiste. À Yalta, elles ne réalisaient d'ailleurs pas bien que l'influence de Moscou dans les pays libérés par l'Armée rouge y imposerait des régimes totalitaires. L'argumentation de Staline était alors totalement géopolitique (la création d'une zone tampon empêcherait une autre expansion allemande), et la déclaration finale sur l'Europe libérée parlait du retour de la démocratie dans ces pays... L'emprise soviétique sur l'Europe orientale était un cadeau inattendu de Hitler : elle eût été impossible sans la guerre provoquée par le Troisième Reich.

On pourrait parler ici d'une zone d'influence soviétique mais l'expression serait éloignée de la réalité. De même, le principe *cujus regio, ejus religio* ne décrirait qu'imparfaitement la situation. Le communisme n'était pas seulement une idéologie, mais un système politique et économique fonctionnant grâce à l'imposition immédiate : l'ambassadeur soviétique jouait dans ces pays le rôle de gouverneur, surveillant étroitement le pouvoir des communistes locaux installés par Moscou. La prise du pouvoir de ces derniers s'accompagnait de la terreur, dans une situation proche d'une guerre civile aux victimes nombreuses. Terreur et répression furent indissociables de ces pouvoirs qui représentaient les intérêts de Moscou dans la région, presque jusqu'à la fin du bloc communiste, à la fin des

années 1980. L'opposition des sociétés incluses dans cette zone soviétique se manifestait à la fois contre un régime communiste imposé, étranger à leur tradition, contre des tentatives de russification de leurs cultures nationales et contre un isolement vis-à-vis d'une culture occidentale dont elles avaient fait partie durant des siècles. Un système économique artificiel et autarcique les séparait des dynamiques globales, les menant à la pauvreté ainsi qu'au mal-développement.

La souveraineté des pays du bloc communiste n'était pas seulement limitée à l'intérieur, elle touchait aussi les choix extérieurs. Moscou mettait en garde l'Occident contre toute tentative d'aider un pays à s'éloigner du bloc, au motif que cela signifierait un déséquilibre entre l'Est et l'Ouest, impliquant le risque d'une nouvelle guerre mondiale. L'Ouest est donc resté passif face au soulèvement de Budapest en 1956 ou au printemps de Prague en 1968. Toutes les tentatives de ce type furent étouffées sans ménagement avec l'aide des forces de l'ordre internes, ou les armées soviétiques ou « alliées » – du pacte de Varsovie. Ce fut le cas pour la Pologne en 1956, 1968, 1970 et 1981. Le principe soviétique de l'internationalisme socialiste présupposait la supériorité des intérêts du bloc communiste par rapport aux intérêts nationaux de chaque pays, ce qui fut traduit dans la doctrine Brejnev sous le terme de « souveraineté limitée ».

Ce rappel du fonctionnement de la « zone d'influence » soviétique est important pour comprendre les évolutions de l'Europe centrale et orientale ainsi que de l'Europe centre-méridionale après la guerre froide. Durant toute la période « soviétique », l'Ouest a respecté la zone d'influence de l'URSS, conscient que toute atteinte active au *statu quo* pouvait entraîner un conflit armé. À partir de l'Acte final d'Helsinki de 1975, les mouvements démocratiques dans certains pays du bloc ont cependant pu recevoir un soutien discret de l'Occident. L'Allemagne de l'Ouest, qui reconnaissait à l'URSS la disposition d'une zone de contrôle en Europe de l'Est et se montrait critique à l'égard des mouvements dissidents réclamant une rupture du *statu quo* (par exemple Solidarność en Pologne), faisait figure d'exception. L'implosion subite du système communiste et l'éclatement de la zone d'influence soviétique prenaient tout le monde de court. Tout avait commencé à Gdańsk avec la naissance de Solidarność, qui incarnait le refus total du communisme et de l'emprise soviétique sur l'Europe orientale.

La fin de la guerre froide et la liquidation des zones d'influence

Après leur expérience dramatique d'appartenance au bloc communiste (pour la Pologne s'ajoute la mémoire de partages multiples), les nations

de l'Europe centre-orientale et centre-méridionale ont concentré leurs efforts diplomatiques pour se prémunir contre une éventuelle hégémonie de la Russie. Cette fois, les pays de la région bénéficiaient d'une ouverture politique, une « fenêtre de tir » rare dans cette partie de l'Europe. Après l'éclatement de l'URSS, Moscou s'occupait d'abord de ses propres affaires, des problèmes économiques et sociaux liés au changement de régime. Elle devait également gérer l'instabilité dans son entourage immédiat, des États issus des ex-républiques soviétiques. Moscou a essayé, on le sait, de leur imposer un statut de zone sous influence. Elle y a généralement réussi, à l'exception des trois pays baltes.

Cela ne signifie pas que la Russie a alors oublié l'Europe centrale : les documents officiels des années 1990 définissent cette région comme une zone « d'intérêts historiquement légitimes pour la sécurité de la Russie ». Mais les problèmes internes et le besoin d'aide occidentale rendaient plus difficiles les pressions et velléités géopolitiques néo-impériales.

De l'autre côté, une fois le mur de Berlin tombé, le voisinage de l'Europe centrale changeait. Des puissances en conflit du premier ^{xx}^e siècle, on passait à un Occident uni idéologiquement et institutionnellement ; les puissances et les institutions multilatérales de l'Ouest développaient une logique d'ordre libéral, étranger au concept de zones d'influence. La victoire de l'Ouest et la dislocation du bloc communiste ouvraient la voie à un élargissement de cet ordre vers des pays qui y étaient culturellement prêts. À l'été 1993, Samuel Huntington évoquait dans *Foreign Affairs* la nécessité d'élargir des institutions occidentales aux pays de l'Europe centrale⁶. Une idée qui devait mûrir politiquement quelques bonnes années.

Il fallait préparer ce rapprochement, vaincre les résistances, s'adapter. Les pays d'Europe centrale ont donc passé plusieurs années dans un sas : une « sphère de sécurité raréfiée » ou une « zone grise de sécurité ». Leurs craintes que ne se referme la fenêtre d'opportunité et la peur de retomber sous domination russe étaient suffisamment fortes pour que de grands efforts d'adaptation soient fournis pour intégrer l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), efforts encore plus exigeants pour entrer dans l'Union européenne (UE). Tous ces processus d'accession ont permis à ces pays de se libérer lexicalement de la dénomination générique d'« Europe de l'Est » qui les renvoyait à l'ex-bloc soviétique, au profit d'une nouvelle marque : l'« Europe centrale ».

6. S. P. Huntington, « Clash of Civilizations? », *Foreign Affairs*, 1993. L'article a été suivi d'un livre, paru trois ans plus tard sous le même titre.

La réticence initiale de l'Occident et les protestations russes étaient vaincues – le scepticisme occidental provenant d'ailleurs en grande part justement des protestations menaçantes de Moscou à l'idée de l'élargissement de l'OTAN. La Russie ne s'opposait cependant pas à l'élargissement de l'Alliance pour des raisons tenant à sa propre sécurité. L'argument n'avait pas plus cours quand l'Union soviétique avait annexé les pays baltes en 1940 ou, un an plus tôt, la moitié de la Pologne ; il s'agissait seulement d'impérialisme. Et dans les années 1990, le pouvoir de Moscou était bien conscient que l'entrée des pays d'Europe centrale dans l'OTAN les séparait définitivement d'une zone d'influence russe qu'il aimait à croire reconstituable.

La liquidation de la zone d'influence de la Russie – ou plutôt la fin de son hégémonie en Europe centrale – ne s'est pourtant pas faite contre Moscou. Au contraire, l'Ouest en s'élargissant souhaitait en faire son partenaire proche, sur le plan économique et de la sécurité. La Russie est ainsi entrée dans des organes et mécanismes de coopération, à commencer par le Conseil OTAN-Russie suivi par l'admission au G7, devenu le G8. Elle devenait également membre du Conseil de l'Europe, sans même remplir les conditions préalables à l'adhésion. L'ambassadeur russe auprès de l'OTAN s'y sentait pratiquement chez lui ; le président Medvedev était accueilli au sommet atlantique de Lisbonne presque comme « l'un des nôtres », deux ans à peine après le conflit en Géorgie. L'élargissement de l'OTAN ne pouvait donc pas être perçu par Moscou comme une menace pour sa sécurité.

L'Ouest a cherché à faire de Moscou un partenaire

Le « tampon » de l'Europe centrale avait cessé d'être utile. La Russie construisait ses liens organiques avec les pays et institutions occidentales, y compris l'UE, avec laquelle elle établissait un partenariat et une collaboration. Moscou était certes critique face aux opérations *out of area* (surtout, en 1999, contre l'ex-Yougoslavie) et exprimait fort ses craintes quant à l'éventuelle adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN. La guerre avec cette dernière mettait fin aux espoirs géorgiens d'intégration dans l'Alliance. Et les perspectives d'adhésion de l'Ukraine, en dépit des déclarations de l'Alliance d'avril 2008, n'étaient pas réelles, ce dont Moscou était parfaitement consciente.

Poutine et le fantasme du retour à l'empire

Le retour de Poutine au Kremlin en 2012 a radicalement changé la politique russe, étrangère et intérieure. À l'intérieur, cap est mis sur l'autoritarisme qui, ces dernières années, frôle le totalitarisme sous nombre

d'aspects⁷. C'est une rupture avec la démocratie : la Russie de Nicolas II était sans doute, avant la Première Guerre mondiale, beaucoup plus démocratique que la Russie poutinienne de nos années 2020. En politique étrangère, Poutine a misé sur une attitude de confrontation avec l'Ouest, bien qu'il ait continué à volontiers rencontrer des leaders occidentaux affectant de ne pas voir le profond changement dans les choix du chef du Kremlin depuis 2012.

L'agression de l'Ukraine en 2014 et l'occupation d'une partie de son territoire ont été le premier signe, brutal, de cette évolution. Bien que l'Ouest ait mis en place des sanctions à son encontre, son approche à l'égard de Moscou est vite revenue au *business as usual* et l'ingérence du Kremlin dans les élections présidentielles américaines de 2016 n'y a rien changé. Mais quand Donald Trump, favori de Poutine, a perdu les élections de 2020, celui-ci a décidé de passer à la contre-offensive ouverte dans les affaires touchant au statut géopolitique de l'Europe centrale et orientale. La Russie a d'abord intensifié sa pression militaire sur l'Ukraine au printemps 2021, brièvement interrompue après les échanges à Genève avec le président Biden en juin 2021. La phase suivante de cette poussée de la Russie pour restaurer un *statu quo* géopolitique et géostratégique dans la région correspond à la guerre menée contre l'Ukraine depuis le 24 février 2022. Cette guerre renvoie à une obsession de Poutine. Refusant à l'Ukraine la légitimité étatique, le président russe a décidé de prendre le contrôle d'une partie de son territoire et d'en vassaliser le reste, sans doute selon le modèle du régime de Vichy⁸. Pour lui, l'Ukraine n'est même pas dans une zone d'influence : elle doit être un protectorat sous hégémonie russe⁹.

Poutine a lié ses plans pour l'Ukraine à son révisionnisme géopolitique à l'égard de l'Europe centrale. L'ultimatum présenté à l'Occident à la mi-décembre 2021 (projet de deux traités Russie-États-Unis et Russie-OTAN) incluait l'exigence d'un accord de l'Occident pour démilitariser les pays d'Europe centrale membres de l'OTAN depuis 1997. Il s'agissait bien de retirer de leurs territoires les infrastructures de défense et les troupes de

7. Sur la régression de la politique russe, voir les articles de M. Menkiszak dans les éditions du *Rocznik Strategiczny* [Annuaire stratégique], à partir du numéro 2013/14, et son article « Imperium kontratakuje » [L'Empire contre attaque].

8. Dans son discours du 25 février devant le Conseil de sécurité de l'ONU, avant le vote de la résolution sur l'agression de la Russie, l'ambassadeur du Kenya a souligné que, bien que les pays africains aient hérité du colonialisme de frontières « inconfortables », ils ont décidé de les respecter afin de ne pas déclencher de guerres en chaîne sur le continent.

9. Le discours de Poutine, très méprisant à l'égard de l'Ukraine et du droit international, et justifiant l'argumentation impérialiste de la Russie, date du 21 février 2022. V. Putin, A. Michnik, « "Współczesna Ukraina jest w całości dziełem Rosji". Całe przemówienie Putina sprzed ataku » [L'Ukraine actuelle est entièrement une œuvre de la Russie], *wyborcza.pl*, 25 février 2022, disponible sur : wyborcza.pl.

l'OTAN déployées suite à l'agression russe contre l'Ukraine en 2014. La Russie souhaite donc modifier le statut géostratégique de la région et priver ces pays des garanties crédibles que leur apporte l'Alliance et son article 5.

Il est certes difficile de dire si ces exigences étaient des propositions négociables (« nous y renonçons si l'Ouest nous rend l'Ukraine »), même si elles étaient ancrées dans la tradition de la (géo)politique russe. En tout cas, elles n'étaient nullement fondées sur des besoins de sécurité : ce n'est pas l'OTAN qui menace la Russie mais Moscou qui menace la sécurité des pays de la région. Les agissements de la Russie depuis février 2022 nous renvoient à un âge lointain : nul argument ne peut les justifier, hors une certaine nostalgie de la Russie impériale...

John Mearsheimer, « idiot utile » du Kremlin, se trompe quand, après l'agression russe, il répète ses arguments sur la responsabilité occidentale dans cette guerre et sur une prétendue « autodéfense » sécuritaire de Moscou – bel exemple de perte de contact avec la réalité d'un prestigieux intellectuel... D'abord, la perspective d'entrée de l'Ukraine dans l'UE et dans l'OTAN n'avait aucune réalité, Moscou en était parfaitement consciente. Et l'idée selon laquelle l'Alliance pourrait menacer une Russie pourvue du nucléaire est parfaitement mythique. Le gourou des réalistes fait semblant d'ignorer l'attitude fondamentale de Poutine à l'égard de l'Ukraine. Et, finalement, il refuse à l'Ukraine une indépendance sécurisée face aux ambitions néo-impériales de la Russie. Accepter l'interprétation de Mearsheimer équivaut à considérer que l'Union soviétique est intervenue en Hongrie en 1956 pour défendre sa propre sécurité¹⁰...

L'OTAN n'a jamais menacé la Russie

À la lumière de l'agression russe et du front commun qu'elle a suscité entre pays de l'UE et de l'OTAN – et surtout en Europe centrale –, on ne voit nulle justification, et encore moins de possibilité, pour la restauration d'une zone d'influence ou d'une zone tampon dans la région. Aucune puissance ne peut disposer d'une zone d'influence si les pays concernés ne le souhaitent pas. La Russie n'est tout simplement pas une puissance d'attraction : elle n'a rien à offrir. Si l'on se réfère à Morgenthau et aux méthodes qu'il identifie pour constituer des zones d'influence impériales – une guerre gagnée, ou perdue, et la faiblesse des autres protagonistes –, on constate qu'aucune de ces conditions n'est réunie en Europe centrale. Les pays de la région sont en tous points semblables aux autres pays européens (système

10. « John Mearsheimer on Why the West is Principally Responsible for the Ukrainian Crisis », *The Economist*, 19 mars 2022. Il est symptomatique que Mearsheimer parle d'une « crise », et non d'une guerre.

gouvernemental et niveau de développement, bien qu'ils soient légèrement moins riches) et ils font partie de l'UE et de l'OTAN.

Moscou ne réussira pas à constituer une telle zone par chantage ou par menace. Ses tentatives d'usage de la force ne peuvent qu'aggraver le conflit entre la Russie et l'Occident, et repousser encore plus loin d'elle les pays de la région. Vladimir Poutine se trompe d'époque, perdu dans « un autre monde » – pour reprendre l'expression de la chancelière Merkel après une conversation téléphonique de mars 2014. De plus, il a gravement mésestimé les rapports de force entre la Russie et l'Occident (y compris la force des volontés), et surestimé sa capacité de forcer l'Ouest à « céder » l'Europe centrale à l'influence de la Russie. Certaines concessions excessives des leaders occidentaux dans le passé récent, leur indifférence face à une politique de plus en plus autoritaire et à l'arrogance militaire, ont sans aucun doute joué un rôle néfaste.

Poutine est revenu à ses racines : la politique impériale de la Russie et l'hégémonie expansionniste de l'URSS. Mais les relations internationales ont changé. S'il existe bien un déclin de l'ordre international libéral, celui-ci touche seulement l'ordre global. Sur les frontières des États qui l'ont bâti en Occident, cet ordre est toujours de mise et les pays occidentaux disposent d'une force suffisante pour le défendre chez eux, y compris contre des ennemis comme la Russie¹¹. Un certain retour au *power politics*, que nous pourrions voir émerger dans les années à venir, ne signifierait pas un retour aux habitudes de l'entre-deux-guerres : accords de Munich, pacte Ribbentrop-Molotov ou *appeasement*...

Le cours des choses dépendra beaucoup de la manière dont agira l'Occident à l'égard de la Russie après la guerre contre l'Ukraine. Il faut exiger que les hommes politiques responsables de cette agression soient éliminés du pouvoir. Si c'est impossible, il faudra les isoler de la scène internationale : pas de contacts directs, de coups de fil... De plus, les coupables de crimes de guerre – Poutine en tête – devront être punis. Enfin, la Russie devra payer à l'Ukraine de justes réparations de guerre, comme celles qui ont été réglées par l'Irak au Koweït.

Ces trois points doivent conditionner d'éventuelles limitations des sanctions. Ainsi, après des années de bienfaits à l'égard des autorités et des oligarques russes, l'Occident pourrait s'intéresser aux Russes ordinaires... Dans cette hypothèse seulement, leur propre État pourrait leur devenir bienveillant

11. R. Kuzniar, *Zmierzch liberalnego porządku międzynarodowego 2011-2021* [Le crépuscule de l'ordre international libéral 2011-2021], Varsovie, Wydawnictwo Naukowe Scholar, 2022.

et la Russie, au lieu d'exiger la soumission de son environnement, pourrait devenir un pays puissant, normal, respectant le droit international et les droits des autres à la sécurité et à choisir leur propre voie de développement.

Si les leaders occidentaux devaient se montrer une fois encore indulgents pour la politique brutale de Moscou, dans vingt ou quarante ans un autre Staline ou Poutine terroriserait ses voisins et ferait à nouveau chanter l'Europe.

* * *

Il est peu probable que le retour à l'âge de pierre proposé par la Russie avec son agression contre l'Ukraine suscite des imitateurs. La défaite politique de Moscou constituera une mise en garde pour d'éventuels suiveurs. Ce qui ne signifie pas que d'autres puissances abandonneront leurs rêves, et parfois leurs tentatives, d'établir leurs propres zones d'influence : la Chine dans le sud de la mer de Chine, la France en Afrique ou la Turquie dans son voisinage. Paradoxalement, les États-Unis pourraient aujourd'hui apparaître comme une grande puissance sans zone d'influence, tant il est difficile de spécifier leur poids actuel en Amérique latine.

Quant à l'appréhension européenne du *rogue power* qu'est devenue la Russie de Poutine, il faut citer Paul Johnson et son *Histoire du monde*¹² : « L'essentiel de la géopolitique consiste en la capacité de distinguer les différentes formes du mal ». L'UE a quelque problème avec cette exigence. À ce propos, j'ai déjà cité¹³ Zaki Laïdi, qui évoquait la nécessité, pour l'UE, d'élargir ses compétences géopolitiques. En 2014, après l'agression russe contre l'Ukraine, j'ai aussi écrit que, pour l'UE, était venu le moment *hic Rhodus, hic salta*. Hélas, il n'en a rien été¹⁴. À la lumière des événements récents d'Europe orientale, les ambitions géopolitiques de la Russie, y compris son soutien aux forces autoritaires sur le continent, s'imposent au cœur des discussions sur la boussole stratégique de l'UE.



Mots clés

Europe centrale et orientale
Zones d'influence
Expansionnisme russe
Alliance atlantique

12. P. Johnson, *Historia świata od roku 1917* [L'Histoire du monde à partir de 1917], Varsovie, Puls, 1989, p. 379.

13. R. Kuzniar, « Sur la Russie : penser européen », *Politique étrangère*, vol. 85, n° 1, Ifri, 2020.

14. R. Kuzniar, « Ukraine–Europe's hic Rhodus, hic salta », in B. J. Góralczyk (dir.), *European Union on The Global Scene: United or Irrelevant?*, Varsovie, ASPRA, 2015.